

La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1149 - janvier 2014 SOMMAIRE :

• ÉDITORIAL

page 3 Nos meilleurs vœux :

Faire savoir qu'aider les entreprises à retrouver la croissance ne résoudra pas le problème du chômage, que pour construire l'avenir il faut s'adapter aux réalités, imaginer l'abolition du salariat et inventer une monnaie informatique rendant impossible l'accaparement des richesses.



• ACTUALITÉ

page 2 Au fil des jours

JEAN-PIERRE MON signale un document inédit sur l'escroquerie dont ont été victimes les Irlandais et s'inquiète des tendances fascistes qui se développent en Europe et notamment en Espagne et en Allemagne.



• DOSSIERS

page 4 Le retour du SPD

JEAN-PIERRE MON a cherché à savoir d'où vient et comment a évolué cette social-démocratie allemande, qui inspire tant la politique imposée dans l'Union européenne.



page 8 Le secteur minier en accusation

1 - Total et Areva : de Charybde en Scylla.

BERNARD BLAVETTE, s'intéressant à l'activité des compagnies minières, a découvert une longue tradition de violences, et des tensions aujourd'hui exacerbées. Il est stupéfait de voir tout le mal que l'homme est capable d'infliger au vivant.



• LECTURES UTILES *page 13*



UNE BELLE ESCROQUERIE

Dès l'automne, les médias ont commencé à nous bassiner : la politique d'austérité irlandaise avait porté ses fruits et le 15 décembre 2013 l'Irlande devenait officiellement le premier pays à sortir d'un programme de "sauvetage" de la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et FMI). Grand succès sur lequel les "élites" n'ont pas manqué de s'extasier. Mais c'est surtout un grand succès pour les banques. (Comment voulez-vous qu'il en soit autrement ?). C'est ce que montre une étude inédite¹ du réseau des Attac d'Europe coordonnée par Attac Autriche et Attac Irlande, étude établie à partir de chiffres officiels jusqu'ici dispersés : alors que l'Irlande a reçu 67,5 milliards d'euros de prêts pour son renflouement depuis la fin de 2010, le pays a transféré un montant total de 89,5 milliards d'euros à son secteur financier au cours de la même période. 55,8 de ces milliards sont tombés dans les poches des banques créancières, toutes étrangères et certaines françaises. L'étude confirme que la situation économique et sociale de l'Irlande demeure désastreuse : ces milliards n'ont en rien profité aux Irlandais, broyés par la politique d'austérité infligée à leur pays pour payer ces dettes illégitimes.

LA TENTATION FASCISTE

«*La droite de combat du XXème siècle n'est pas née en 1914 au Chemin des Dames et n'est pas morte le jour de la Libération de Paris, ni avec l'entrée de l'Armée rouge dans Berlin. Il n'existe aucune raison idéologique qui permette de penser que la France et l'Europe ont été une bonne fois pour toutes, guéries et immunisées contre le fascisme en 1945. La tentation nationaliste fasciste fait partie intégrante de la culture européenne et vient de la tradition anti-Lumières*»². Nous en avons des exemples récents. Comme, en France, avec les manifestations organisées par les catholiques plus ou moins intégristes contre le mariage pour tous, ou en Espagne avec "*L'Espagne en marche*", regroupement de partis d'extrême droite créé au mois de juillet dernier dans le but de présenter des candidatures communes aux prochaines élections européennes. On y retrouve les partis franquistes *la Phalange*, *Démocratie nationale* et le *Nœud patriote national*. Le parti populaire (PP) qui gouverne l'Espagne fait de plus en plus preuve d'une grande tolérance envers les nombreuses dérives de l'extrême droite. Le 10 octobre au Parlement, seul le PP a rejeté une motion consensuelle préparée par tous les autres partis qui proposait de faire de l'apologie du franquisme un délit. C'est tout dire.

Concession à l'aile dure du PP et à l'Église, le Premier ministre Rajoy a annoncé le 20 décembre une loi mettant fin au droit à l'avortement, droit introduit en Espagne par le gou-

vernement de Zapatero, entré en vigueur en 2010 et très critiqué par l'épiscopat espagnol. La nouvelle loi sera «*la plus restrictive depuis la fin de la dictature*» assurent les associations féministes et la gauche. Mais, le ministre de la justice Alberto Ruiz Gallardon, qui va présenter le nouveau texte, ne compte pas s'arrêter là : il veut développer sa "croisade" anti-avortement devant la Parlement européen ! Mais là, ses chances sont faibles, puisque sur les 28 États de l'Union européenne, seuls deux, l'Irlande et Malte, interdisent l'avortement.

Mais ce n'est pas tout : ayant, paraît-il, redressé la situation économique du pays, le gouvernement Rajoy veut encore droitiser son action : institution d'une peine de prison à perpétuité, service minimum pour réduire le droit de grève, renforcement du rôle de l'Église dans l'enseignement, encadrement des manifestations et des mobilisations sociales³, pouvoirs renforcés de la police qui obtient la possibilité de donner de très fortes amendes sans jugement, interdictions des offenses à l'Espagne et à ses symboles, interdictions des rassemblements devant le Parlement,...

EN ALLEMAGNE AUSSI

À peine formée, la "*Grande coalition*" allemande (voir page 4) laisse déjà apparaître des dissensions fortes, non pas, comme on aurait pu s'y attendre, à causes de mesures concédées au SPD, mais à cause des accents populistes de la campagne que vient de lancer la CSU, fidèle alliée d'Angela Merkel, en matière d'immigration. En effet, en vue des élections communales (en mars) et des élections européennes (en mai), la CSU a axé sa campagne contre les immigrés «*profiteurs*» avec le slogan «*Qui triche dégage*». Le grand cheval de bataille de la CSU est la mise en place de barrières à l'immigration des ressortissants pauvres des pays de l'Europe de l'Est et tout particulièrement des Roms. La réaction du SPD ne s'est pas fait attendre. Son porte-parole a immédiatement répliqué : «*Qui entonne ce genre de mélodie invite l'extrémisme de droite à la danse*»⁴. Le secrétaire général du Parti de gauche, Die Linke, (qui n'est pas au gouvernement) a surenché dans le *Berliner Zeitung* : «*Quand un parti de gouvernement tient des propos incendiaires contre les étrangers, on ne peut pas s'étonner que des groupes violents néonazis passent à l'acte. Le dénigrement ne profite à personne*». Le ministère du travail n'a pas manqué de rappeler que les Roumains et les Bulgares installés en Allemagne étaient moins touchés par le chômage que l'ensemble de la population, (mais il n'a pas précisé dans quelles conditions...).

Tout cela ternit l'image de l'Allemagne auprès des immigrants potentiels... dont l'Allemagne a un grand besoin pour son économie.

Jean-Pierre MON

1. Disponible sur le site d'Attac France <https://france.attac.org> et sur www.attac.at/uploads/media/backgroundmaterial_ireland_english.pdf

2. Zeev Sternhell, Débats, *Le Monde*, 18-19/08/2013.

3. Ce qui a permis notamment la condamnation à 7 mois de prison de dirigeants du syndicat des travailleurs andalous dont le maire de Marinaleda.

4. *Le Monde*, 1-2 /01/2014

Nos meilleurs vœux



Nous étrennons une nouvelle année, alors je saisis cette occasion pour présenter aux lecteurs de *La Grande Relève* les meilleurs vœux de toute son équipe de rédaction, pour 2014.

Le plus classique des vœux, en cette période, c'est le souhait d'une bonne santé. Et il y a, hélas, plus de raisons que jamais de le formuler puisque les services de la santé publique, qui étaient particulièrement performants en France, continuent à se dégrader à cause des réductions drastiques de leurs effectifs et des moyens financiers qui leur sont alloués.

En fait, et plus généralement, ce que nous voulons tous, c'est que les services publics cessent d'être la proie de nouvelles économies, pour que l'État puisse aider les entreprises à être "compétitives".

Plus que souhaiter, ne nous laissons pas d'essayer d'ouvrir les yeux de nos contemporains. Pour qu'ils cessent de croire que si les entreprises sont aidées, la croissance qui en résultera se traduira par tellement de créations d'emplois qu'il n'y aura plus de problème de chômage. Il y a belle lurette que pour produire tout ce qui est utile, et pour tous, il n'y a pas de quoi employer tous ceux qui ont besoin d'un salaire pour vivre. Les 20 milliards d'euros prévus par l'État pour aider les entreprises vont leur permettre de rapporter plus à leurs actionnaires, donc peut-être bien d'éviter la faillite. Et elles vont aussi chercher à "innover". Mais créer du nouveau pour qui ? — Évidemment pas pour vendre à ceux qui ne peuvent déjà pas acheter le simple nécessaire. Et elles ne créeront pas d'emplois pour autant parce que les moyens techniques leur permettent de fabriquer encore plus, et encore plus nouveau, sans qu'elles aient besoin d'embaucher : la machine et l'informatique feront l'affaire. La théorie "du ruissellement", selon laquelle si les riches s'enrichissent, les pauvres en profiteront, c'est de la blague, la preuve est amplement faite. Cessons de nous laisser bourrer le crâne par ceux qui répètent que la croissance est le seul salut possible, qu'elle va repartir et qu'il y aura demain des CDI pour tous !

Étape suivante dans nos souhaits : qu'on ose chercher comment ça pourrait aller mieux. Car là, le barrage idéologique est encore plus grave ! La plupart des cerveaux sont paralysés quand il s'agit de l'économie : ils sont persuadés qu'il est impossible de changer quoi que ce soit dans ce domaine, réservé à des spécialistes qui sont seuls à en connaître les lois et qui professent que ces lois sont immuables. Cette croyance est si solidement enracinée qu'elle génère une réaction automatique de refus d'envisager toute proposition de changement radical : a priori, ce ne peut être qu'un rêve, une illusion, puisqu'on n'y peut rien ! Au mieux, les plus "progressistes de gauche" n'imaginent qu'un retour au passé : revenir au "new deal" (=nouvelle donne) de Roosevelt, aux théories de J.M. Keynes (1883-1946, co-fondateur du FMI), à la période des Trente Glorieuses. Mais pourquoi diable s'obstiner à

ne regarder que dans le rétroviseur ? ...

sans voir que si le plein emploi a été alors possible c'était, dans les années 30, en fabriquant des armements, et après l'abominable seconde guerre mondiale parce qu'elle avait rendues nécessaires reconstructions et restructurations ! C'est autrement qu'il faut construire l'avenir. C'est en tenant compte des moyens, des besoins et des limites *actuels* et prévisibles. C'est en sachant que des changements si énormes se sont produits dans tous les domaines que les conditions dans lesquelles nous sommes aujourd'hui sont tout à fait différentes de celles du passé. Et que celles de l'avenir le seront sûrement encore plus.

Nous sommes donc condamnés à *inventer le futur* en faisant fonctionner notre imagination.

Insistons sur les deux questions "capitales" au sujet desquelles la pensée est le plus dangereusement figée : le salariat et la monnaie.

La plupart des gens, même les plus "ouverts", sont incapables d'imaginer que le salariat puisse être aboli. Semblable paralysie des esprits n'est pas nouvelle. Il y a deux siècles, les esclaves faisaient l'objet d'un marché où ils étaient traités non pas comme des hommes, mais comme des biens appartenant à leur maître ; cependant l'abolition de l'esclavage passait pour impensable, même par des gens très bien...

Il y a un siècle, que d'esprits "éclairés" affirmaient qu'il était impossible d'accorder un jour de repos hebdomadaire aux salariés : ils le passeraient à boire !

Quelques décennies plus tard, accorder des congés payés à leurs employés c'était, pour les entreprises, la faillite certaine !

De même, aujourd'hui, est presque unanimement rejetée l'idée (défendue dans ces colonnes depuis bientôt 80 ans) d'un revenu social dû à tous, versé à vie, comme étant la part de chacun de l'usufruit d'un héritage commun. Elle est même refusée par des syndicalistes pour qui l'emploi est une "valeur", et les sans-emploi, des "assistés", voire des fainéants. Elle est, hélas, moins violemment repoussée par des gens "de droite" mais c'est quand ils pensent que si ce revenu était d'un montant insuffisant pour en vivre décemment, ce serait un bon moyen de libérer leur conscience en exigeant plus de travail pour moins de salaire.

L'autre tabou à vaincre concerne la monnaie. Il n'y a que les traders qui aient su mettre à (leur) profit la puissance des ordinateurs ! Que d'énergie il va encore falloir déployer pour faire comprendre que l'informatique permet une distribution générale des richesses produites, en évitant que la spéculation offre à une infime minorité les moyens de l'accaparer !

Pourvu qu'en 2014 nos lecteurs soient beaucoup plus nombreux, et capables d'ouvrir encore beaucoup d'esprits à ces réflexions de simple bon sens ! Souhaitons que *La Grande Relève* continue à leur apporter quelques informations utiles et la référence de saines lectures !

Marie-Louise DUBOIN

La fondation de l'Union européenne, puis les traités qui lient ses États-membres, doivent déjà beaucoup à la volonté des dirigeants allemands d'imposer leur politique. Or celle-ci est très largement présentée, tant par nos gouvernants que par les grands médias, comme le "modèle" à suivre. Pour comprendre ce que cette politique signifie, JEAN-PIERRE MON a cherché à savoir quelle est cette social-démocratie tant vantée, d'où elle vient, dans quel sens elle a évolué au cours de l'histoire récente :

Le grand retour du SPD

TRISTES ANNIVERSAIRES

Outre les élections législatives de septembre, l'année 2013 devait être marquée, en Allemagne, par de grands événements pour le Parti Social Démocrate (SPD) : au printemps, le 150^{ème} anniversaire de sa création, puis celui de la mort d'AUGUST BEBEL¹, un de ses créateurs, et enfin le centenaire de la naissance de Willy Brand, un des hommes politiques les plus marquants de l'Allemagne d'après 1945.

Pourtant, l'ambiance n'était guère joyeuse, car à trois mois des élections, le parti continuait à stagner dans les intentions de votes. Son candidat à la Chancellerie, PEER STEINBRÜCK, n'enthousiasmait guère les électeurs. Qui plus est, la révélation par les médias de sa profonde aversion, réciproque, avec le président du parti, SIGMAR GABRIEL, n'était pas faite pour réchauffer l'atmosphère. Une opinion très répandue en Allemagne est que le SPD est un parti sans charisme, dirigé par une équipe de technocrates et dont les principaux "idéologues" chargés d'apporter de nouvelles idées sont HELMUT SCHMIDT (94 ans) et ERHARD EPPLER (86 ans)... Pas étonnant donc qu'un journaliste comme Jakob Augstein écrive : «un social-démocrate a de nombreuses raisons d'être fier du SPD mais la plupart de ces raisons appartiennent au passé. Son présent est déprimant»², ou qu'un politologue, Albrecht von Lucke, enfonce le clou : «Le parti n'est plus que l'ombre de lui-même. Son passé est plus grand que son présent»³.

Pour essayer de remonter un peu le moral de ses troupes, l'ancien et tout nouveau ministre des affaires étrangères, FRANK-WALTER STEINMEIER⁴, écrivit un long article à la gloire de la social démocratie allemande dans un numéro spécial de *Vorwärts*⁵, le journal du SPD.

Mais quelle que soit l'ambiance régnant, la fête était programmée de longue date, il fallait bien commémorer tous ces anniversaires. Pensez donc, même la Chancelière, Angela Merkel, avait annoncé sa venue ! On ne pouvait pas reculer. Dans la revue électronique espagnole *Sinpermisso*⁶, le journaliste Angel Ferrero fait une description pittoresque de "l'événement":

«le 23 mai les sociaux démocrates allemands laissèrent leurs couteaux au vestiaire, montèrent dans leurs BMW et mirent le cap sur Leipzig où, dans le grand auditorium du Gewandhaus, les attendaient les délégués des partis sociaux-démocrates de 80 pays. L'orateur vedette en fut le Français, le Président François Hollande, considéré jusqu'alors comme l'un des plus grands espoirs de la social-démocratie. Il y prononça sa propre oraison funèbre d'homme politique en faisant l'éloge de «la capacité des sociaux-démocrates allemands à faire des compromis et à affronter la réalité», dont l'exemple le plus marquant qu'il donna était, selon lui, l'Agenda 2010 de Schröder ! Ensuite, le candidat du parti, Peer Steinbrück, tenta d'éclairer d'un sourire sa triste figure et découpa le gâteau d'anniversaire. Puis, bière, bratwurtz, quatre photos, quatre autographes et retour à la maison.»

Trois jours après, les sondages montraient que, s'il voulait entrer dans le gouvernement, le SPD devrait négocier, avec l'Union Chrétienne Démocrate (la CDU), une grande coalition dans laquelle il serait minoritaire. Minoritaire certes, mais qu'importe car l'essentiel pour lui c'est d'être au pouvoir, comme l'avait dit, il y a quelques années, un de ses anciens présidents, FRANZ MÜNTEFERING, en ces termes : «Etre dans l'opposition, c'est la merde, mais ce que nous voulons, c'est gouverner»⁷.

On voit que le SPD est resté fidèle à ses principes...

L'AGENDA 2010

ET L'AGGRAVATION DE LA CRISE

Selon Von Lucke, «la véritable cause de la crise apparaît clairement lors des 15 dernières années, c'est-à-dire dans une période qui occupe le dixième de la longue histoire du SPD. C'est pendant cette période (l'ère Schröder) que le SPD a perdu son fil rouge, sa mission historique : la lutte pour l'émancipation et la justice sociale. Avec Schröder, le parti s'est laissé emporter par la mode néolibérale dont il a été finalement la proie. Notons

1. On trouvera plus loin un résumé biographique concernant August Bebel, F. Lassalle et W. Liebknecht, qui sont à l'origine du SPD.

2. *Keine Linken, nirgend !*, Jakob Augstein, *Der Spiegel*, 20/05/2013.

3. *15 Jahre von 150: Die Misere der SPD*, Albert von Lucke, *Blätter für deutsche und internationale Politik*, avril 2013.

4. Ministre des affaires étrangères de 2005 à 2009 dans le premier gouvernement Merkel, Frank-Walter Steinmeier, vient de retrouver le même poste dans la nouvelle "grande coalition".

5. *Vorwärts*, numéro spécial sur les 150 ans du SPD, 28/05/2013, p. 90

6. www.sinpermisso.info, 23 juin 2013.

7. *Opposition ist Mist*, Franz Müntefering, *DieWelt*, 21/03/2004.

aussi que depuis dix ans la direction du SPD ne propose plus de réduire des inégalités déjà dramatiques. Comble du cynisme, c'est le ministre de l'économie du gouvernement Schröder, Wolfgang Clement, qui a mis en œuvre son concept "d'inégalité productive", c'est-à-dire tout le contraire d'une réduction des inégalités [...] L'histoire de la social-démocratie doit donc s'interpréter comme l'histoire du démontage continu de l'utopie. Avec l'ère Schröder ce processus est arrivé à sa fin»³.

En effet, en 2003, peu après son élection, le Chancelier Schröder proclamait à la tribune du Bundestag sa volonté de «réduire les aides de l'État» et celle d'exiger de chacun «qu'il donne plus et se prenne plus en charge». Il précisait: «Toutes les forces de la société devront participer : les entrepreneurs et les travailleurs, les indépendants et aussi les retraités. Nous allons devoir fournir un formidable effort collectif pour atteindre notre objectif».

Pour y parvenir, il détaillait un plan connu sous le nom d'Agenda 2010, concocté par le directeur du personnel de Volkswagen, Peter Hartz⁸. Nous en avons plusieurs fois parlé dans *La Grande Relève*⁹. Rappelons quelques unes de ses mesures : allègement de la part patronale sur les cotisations maladie, assouplissement de la protection contre le licenciement pour les PME, baisse des taux d'imposition plancher (de 16% à 15%) et plafond (de 45% à 42%), création des mini-jobs (à 400 euros par mois pour 15 heures hebdomadaires), libéralisation de l'intérim, fusion de l'allocation chômage longue durée et de l'aide sociale, réforme de l'Agence fédérale pour l'emploi, aides à la création de micro-entreprises, introduction d'un facteur de "développement durable" pour freiner la progression des cotisations retraite, introduction et augmentation du ticket modérateur pour les visites médicales et séjours à l'hôpital...

Toutes ces dispositions ne pouvaient que ravir la droite et le patronat ; à tel point qu'après l'avoir emporté sur Schröder aux élections de 2005, lors de sa première déclaration de politique générale, Angela Merkel déclarait : «Je voudrais remercier personnellement le chancelier Schröder d'avoir, grâce à son Agenda 2010, ouvert la porte avec courage et détermination» et qu'en 2008, au début du second mandat Merkel, le patronat suppliait le gouvernement de ne pas revenir sur les «réformes importantes et justes» de l'Agenda 2010.

Mais aujourd'hui, dix ans plus tard, avec l'explosion du nombre des emplois à bas salaires (1 salarié sur 4), avec un recours accru au travail temporaire et intérimaire, avec le renforcement de la modération salariale¹⁰, ... le tout se traduisant par un fort développement de la

précarité, les Allemands se demandent, si, malgré la compétitivité retrouvée, ces "réformes" économiques, ont vraiment été un succès. Pour l'économiste allemand Gustav Horn, président de l'Institut de recherches macroéconomiques et conjoncturelles «l'agenda 2010 ne suffit pas à lui seul à expliquer le miracle de l'emploi dont la progression est plutôt à mettre sur le compte d'une bonne conjoncture et de la flexibilité du temps de travail». Il ajoute : «Pour comprendre le succès allemand, il faut aussi se tourner vers des éléments plus structurels : la spécialisation ancienne des entreprises allemandes sur les secteurs des machines-outils, de la chimie ou l'automobile, le tout en version haut de gamme. Autant de produits dont raffolent actuellement les pays émergents, comme la Chine et le Brésil, en plein essor industriel»¹¹.

Passe encore que le SPD laisse une mauvaise image aux Allemands, mais ce qui est beaucoup plus grave c'est qu'il ait fait plonger avec lui tous les partis sociaux-démocrates dans une profonde crise d'identité.

Un de ses récents coups bas est la création, à son instigation, de l'Alliance Progressiste. Car le but, non avoué, de cette création, est de supplanter la vieille l'Internationale Socialiste (IS), soi-disant discréditée par la présence en son sein du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) et du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), présences qui ont fourni à Sigmar Gabriel un bon prétexte¹² pour diviser par 20 la contribution annuelle allemande (réduite à environ 6.000 euros) et pour limiter désormais la participation du SPD à un rôle d'observateur.

BREF HISTORIQUE

Pour être plus complet sur les "trahisons" du SPD, il faut remonter au XIX^{ème} siècle, à la fondation même du parti.

Le 22 mai 1875, deux partis allemands, se référant tous deux au socialisme, et qui veulent s'unir pour tenir tête au chancelier allemand Bismark, organisent un congrès commun dans la petite ville de Gotha (Thuringe). Ce sont l'Association Générale des Travailleurs (ADAV en allemand), le plus ancien mouvement socialiste ouvrier d'Europe, fondé par Ferdinand Lassalle¹ à Leipzig en 1863, et le Parti Ouvrier Social Démocrate (SDAP) d'inspiration marxiste, créé en 1869 à Eisenach par Auguste Bebel et Wilhelm Liebknecht¹. L'ADAV arrive en force au congrès, avec 73 délégués, alors que le SDAP n'en a que 56. Qui plus est, le SDAP n'a plus à Gotha le soutien de Karl Marx, exilé à Londres. Liebknecht accepte cependant la fusion des deux partis en faisant

8. Il a démissionné le 10 juillet 2005 à la suite d'une affaire de corruption.

9. Voir, par exemple, *Non à la société de marchandises !*, dans GR 1049, p. 5 et *Chiffres terribles dans le fil des jours* de GR 1052, p. 2.

10. L'Allemagne a connu entre 2001 et 2011 la plus faible progression salariale de toute l'Union européenne.

11. Schnee Thomas, correspondant à Berlin de *L'Express*, 14/03/2013.

12. Gabriel était bien moins gêné lorsque l'IS comptait parmi ses membres le Parti National Démocratique (PND) d'Hosni Moubarak ou le Parti Constitutionnel Démocratique de Ben Ali...

Brève bibliographie concernant le SPD

Outre ses théoriciens célèbres, Marx et Engels, le parti socialiste allemand a eu trois grands organisateurs : Lassalle, Liebknecht et Bebel.



• **FERDINAND LASSALLE** (1825-1864) fut d'abord un allié de Marx et Engels puis leur rival. Il est à l'origine de la création, le 23 mai 1863, à Leipzig, de l'Association Générale des travailleurs allemands (ADAV) dont le but immédiat devait être d'obtenir l'instauration du suffrage universel direct au scrutin secret afin d'acquérir la puissance légale nécessaire à la réalisation de son programme socialiste. Il en fut le premier président.

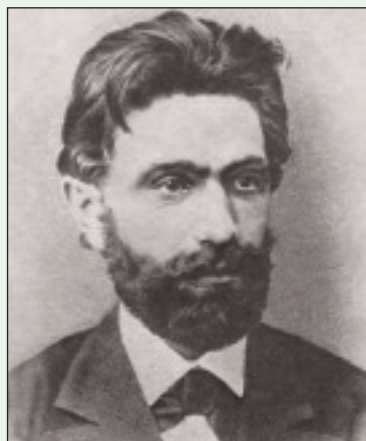
Les 600 membres présents à Leipzig devinrent rapidement plusieurs milliers dans toute l'Allemagne. À la suite de ses attaques violentes contre la bourgeoisie libérale, il fut inculpé dans plusieurs procès. Épuisé par son intense activité d'agitateur dans tout le pays, il partit se reposer en Suisse où il mourut des suites d'une blessure reçue dans un duel au pistolet avec le fiancé d'une belle qu'il avait rencontrée auparavant. (*Marxist internet Archive - section française : www.marxists.org*)



• **WILHELM LIEBKNECHT** (1826-1900), socialiste marxiste allemand, fut un des fondateurs et des dirigeants du parti social-démocrate. Il séjourna à Paris lors de la révolution de 1848. Il participa ensuite à diverses tentatives d'insurrection en Allemagne, ce qui lui vaudra d'être emprisonné pendant huit mois. En 1849, il s'installe à Londres et milite avec Marx et Engels au sein de la Ligue des Communistes. Amnistié, il revient en Allemagne en 1862 mais est expulsé de Prusse en 1865 à la demande de Bismarck.

Il s'établit alors à Leipzig où il rejoint brièvement l'Association Générale des travailleurs Allemands de Lassalle. Il y rencontre August Bebel, auquel il sera désormais associé. Élu député en 1867, Liebknecht s'oppose rapidement aux thèses lassaléennes et fonde avec Bebel en 1869, à Eisenach, le Parti Ouvrier Social-Démocrate, section de la Ière Internationale.

Ses positions internationalistes durant la guerre franco-allemande de 1871 aboutissent à sa condamnation à deux ans d'emprisonnement en 1872. (Wikipedia)



• **AUGUST BEBEL** (1840-1913). Ouvrier, il fonde en 1866 le Sächsische Volkspartei (parti populaire saxon). Il est élu député au Reichstag en 1867. Converti au marxisme par Liebknecht, il fonde avec lui le Sozialdemokratische Arbeiterpartei (SDAP = Parti Ouvrier Social-Démocrate), soutenu par Marx et Engels. À partir de 1869, il a été fréquemment emprisonné pour ses activités, passant au total 5 années en prison, dont il "profitera" pour étudier intensivement l'histoire, notamment celle des États islamiques*.

Comme Liebknecht, opposant acharné à Bismarck, il sera notamment poursuivi pour les positions internationalistes qu'il a prises pendant la guerre franco-allemande de 1871, pour laquelle il refusa de voter les crédits.

En 1875, le SDAP fusionne avec les lassaléens de l'ADAV pour constituer le SAPD (Parti Socialiste Ouvrier d'Allemagne) et Bebel en sera l'un des principaux dirigeants, puis un de ses présidents, renommé SPD en 1890. (<http://commons.wikimedia.org>)

Entre autres ouvrages, il publia en 1883 *La Femme et le socialisme*, dans lequel il prône l'égalité des sexes, condition incontournable de la libération de l'humanité. Et en 1884 *Die Mohammedanisch-arabische Kulturperiode*, un plaidoyer pour le dialogue des cultures.

de grandes concessions aux thèses de Lassalle. C'est la fusion de ces deux partis, lors de ce congrès, qui donne officiellement naissance au SPD.

Son programme (dit programme de Gotha) marque un fort recul par rapport aux thèses de Marx, qui ne manque pas d'en faire une vive critique. Selon le politologue et ancien membre du SPD, Georg Fülberth c'est la raison qui pousse les dirigeants et les historiens du SPD à faire remonter à 1863, c'est-à-dire à la création de l'ADAV, et non pas à 1875 ou à 1869 la fondation de leur parti¹³.

C'est ainsi que le SPD sera désormais un parti réformiste, avec un faux bulletin de naissance marxiste !

Adopté en 1925, le programme d'Heidelberg, d'inspiration révolutionnaire, était toujours en vigueur en 1959. Mais comme il semblait peu adapté aux nouvelles conditions géopolitiques, le SPD tint un congrès extraordinaire à Bad Godesberg, au cours duquel il adopta, à une large majorité, un programme en rupture avec les programmes antérieurs. Ce parti y abandonnait officiellement les idées d'inspiration marxistes, dénonçait le communisme, introduisait des références à l'éthique chrétienne, rejetait l'anticléricalisme, reconnaissait l'économie de marché c'est-à-dire la libre concurrence et la libre initiative de l'entrepreneur, et écartait toute idée de nationalisation... Les portes étaient grand ouvertes au capitalisme !

ET AUJOURD'HUI ?

On se rappelle les éloges dithyrambiques des médias qui ont suivi l'annonce des résultats des élections législatives de septembre 2013.

Comme on s'y attendait, la parti de la Chancelière Angela Merkel, la CDU, était arrivé largement en tête avec 41,5% des voix, mais malgré l'apport des voix de son indéfectible allié bavarois, l'Union Chrétienne Sociale (la CSU). Merkel ne pouvait pas obtenir la majorité absolue au Parlement, le Bundestag. Qui plus est, le Parti Libéral Démocrate (FDP), membre de la coalition gouvernementale sortante, ne pouvait plus y être représenté parce qu'il n'avait pas réussi à réunir les 5% des voix nécessaires. Les Verts n'obtenaient que 8,3% des suffrages, au lieu des 10,7% qu'ils avaient en 2009, la gauche "radicale", Die Linke, reculait à 8,3 (contre 11,9% en 2009) et le parti anti-euro, Alternative pour l'Allemagne (AfD), n'avait que 4,7% des suffrages.

Ayant longuement, et vainement, négocié avec les Verts (considérés comme trop à gauche), Angela Merkel, sauf à revenir devant les électeurs, n'avait plus le choix : elle ne pouvait que négocier avec son principal adversaire, le SPD,

qui avait obtenu un peu plus de 25% des voix. L'Allemagne allait donc une nouvelle fois, comme sous Schröder, être dirigée par une "grande coalition".

Les négociations entre CDU-CSU et SPD s'engagèrent le 23 octobre et s'achevèrent fin novembre. Ce qui a permis aux adhérents du SPD, comme le souhaitait la direction du parti, de disposer de deux semaines pour se prononcer par courrier sur le contenu des accords proposés : 75,96% des adhérents les ont approuvés, (la participation a été de 77,86%). Un triomphe pour la direction du SPD qui venait de subir sa troisième défaite consécutive face à Angela Merkel.

Entre les douze groupes de travail chargés d'élaborer le programme du futur gouvernement, la discussion fut rude.

L'accord conclu comporte quelque 170 pages. Le SPD a fini par arracher la mesure la plus conflictuelle : l'instauration d'un salaire minimum.

Mais en ce qui concerne l'Europe, il a abandonné toute perspective de mutualisation de la dette.

Il a obtenu la possibilité d'accorder la double nationalité aux enfants d'immigrés et la possibilité pour les salariés qui ont travaillé 45 ans de prendre leur retraite à 63 ans.

Pour sa part, la CSU a fait passer son projet de faire payer, dès 2014, un droit de péage aux automobilistes étrangers empruntant les autoroutes allemandes...

En ce qui concerne la composition du gouvernement, le SPD a obtenu 6 grands ministères sur 14. Son président, Sigmar Gabriel, sera vice-chancelier et il a obtenu le ministère de l'économie et de l'énergie, poste qu'il avait déjà occupé dans le premier gouvernement Merkel (2005-2009). Il devra en particulier s'occuper du «principal chantier du gouvernement», celui de la sortie du nucléaire civil d'ici 2020. Mais il ne fait aucun doute que l'Allemagne continuera à utiliser son charbon qui fait vivre des milliers de personnes en Rhénanie-du nord-Westphalie (bastion de la social-démocratie allemande).

Mais quid de la réduction des émissions de gaz à effet de serre ?

Finalement, le SPD reste fidèle à sa doctrine : «ce que nous voulons, c'est gouverner»⁷.

Pour la suite, on verra...

Mais, signe inquiétant : à l'occasion du dixième anniversaire de l'Agenda 2010, la direction du parti, par la bouche même de son président, orchestre le retour en grâce de Gerhard Schröder, pourtant jugé responsable de l'appauvrissement de millions d'Allemands et de la désaffection d'une bonne partie de l'électorat social-démocrate...

Jean-Pierre MON

13. *Gerechtigkeit für die SPD,* par Georg Fülberth, *Junge Welt,* 23/05/2013.

*Se pencher sur l'activité des compagnies minières provoque l'effroi. Là, semble se concentrer tout le mal que l'homme est capable d'infliger à l'homme et au Vivant en général. Le secteur minier possède une longue tradition de violence, et aujourd'hui la perspective d'un épuisement des ressources, notamment dans le domaine énergétique, exacerbe les tensions. Dans le texte ci-dessous, **BERNARD BLAVETTE** place d'abord dans son collimateur deux fleurons de la présence française dans le monde : Total et Areva. Ces exemples paradigmatiques lui permettront, dans un second texte, d'élargir son propos à l'ensemble du secteur minier* international.*

* NB. L'industrie pétrolière n'appartient pas au secteur minier stricto sensu. Cependant il s'agit dans les deux cas d'industries extractives dont les comportements sont identiques. J'ai donc pris la liberté de les rassembler sous le même vocable de "secteur minier".
B. B.

Le secteur minier en accusation

I – Total et Areva : de Charybde en Scylla.

«Total participe au développement économique et social des pays dans lesquels il travaille (...) Total est attentif à la préservation de l'environnement et veille à ne pas porter atteinte aux cultures locales». (Charte éthique¹)

«L'honnêteté, l'intégrité et la loyauté gouvernent en toutes circonstances les pratiques et décisions d'Areva». (Nos valeurs, Areva¹)

A la fin de la dernière guerre mondiale le prestige de notre pays est singulièrement terni par la débâcle de 1940, le régime de Vichy, l'ampleur de la collaboration avec l'occupant, notamment celle des élites. La classe politique, toutes tendances confondues, avec le général De Gaulle en tête, aspire frénétiquement à restaurer la «grandeur française» qui, selon eux, ne peut se fonder que sur la possession de l'arme suprême, la bombe atomique, et «l'indépendance énergétique». Il s'agit aussi d'impressionner les peuples qui commencent à secouer le joug colonial français. C'est dans ce contexte que vont être portés sur les fonts baptismaux d'une part le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) en 1945, et Framatome (Franco-américaine de construction atomique) en 1958, ancêtre d'Areva, et d'autre part Elf-Aquitaine en 1967, qui fusionnera plus tard (en 2000) avec Total, les différentes cérémonies étant présidées par le même homme, Pierre Guillaumat. Ce proche de De Gaulle avait occupé pendant la guerre un poste important au sein du Bureau Central de Renseignement et d'Action (BCRA), les services secrets créés par le général. Il y fera la connaissance de Jacques Foccart, qui devait devenir le grand maître des basses œuvres de De Gaulle, et il y acquerra un goût prononcé pour l'action clandestine, une forme de dédain pour la démocratie. C'est ainsi qu'il jugera parfaitement légitime d'entreprendre la fabrication de "la bombe", et d'orienter EDF vers la production d'électricité d'origine nucléaire sans que le moindre débat ne soit organisé à travers le pays. Successivement administrateur du CEA, président d'EDF, Ministre de la défense de De Gaulle en 1958, et premier président d'Elf-Aquitaine à partir de 1967, il imprènera ses différentes fonc-

tions de son goût du secret et de l'intrigue. Total et Areva (ainsi qu'EDF), du fait de leurs liens étroits avec le «secteur sensible» des affaires militaires, mais aussi à cause de l'impulsion donnée par Guillaumat, conserveront jusqu'à nos jours cette culture de la dissimulation et du cynisme. Aujourd'hui encore chez Total «l'opacité autour des revenus du pétrole qui rendent possible le financement de multiples opérations inavouables est connu sous le nom de Protocole Guillaumat»².

Dans un ouvrage publié il y a quelques mois et intitulé *Le courage qui nous manque*³ la juge Eva Joly évoque sa prise en charge, en 1995, de ce que l'on a appelé à l'époque "l'Affaire Elf", vaste réseau de corruption et d'abus de bien sociaux dont Loïk Le Floch-Prigent fut le "fusible" commode : «Avec mes collaborateurs nous avons alors dessiné un vaste schéma, que j'ai toujours conservé. Il fait huit mètres de long une fois déplié. Il serpente depuis le bureau du directeur des hydrocarbures d'Elf, jusqu'à des comptes obscurs alimentés par exemple par le Gabon d'Omar Bongo [...] J'emportais souvent le schéma avec moi au fil des rendez-vous. Je l'étais sur les tables un peu comme un capitaine au combat sort ses cartes. Les positions ont sans doute varié, les techniques de camouflages se sont sophistiquées, mais le système est là. Les tyrans sont des amis que la France a placés au pouvoir et dont elle pro-



tège la fortune et l'influence par de vastes réseaux de corruption ; en échange, ils veillent sur les intérêts et les ressources des entreprises françaises venues creuser le sol».

TOTAL

Chez Total le temps passe et les pratiques demeurent : l'actuel PDG, Christophe de Margerie, apparenté par sa mère au noble clan Taittinger (Champagne, Cristallerie de Baccarat, parfums Annik Goutal, et, jusqu'en 2005, l'hôtel Crillon), a été mis en examen en 2006 par le juge Philippe Courroye pour quelques brouilleries : «*complicité d'abus de biens sociaux et complicité de corruption d'agents publics étrangers*». Plus habile que Le Floch-Prigent, il a été relaxé le 8/7/2013⁴. Pour rire un peu, remarquons en passant que Total s'est vu remettre la "Gouvernance d'Argent 2013" pour «*l'excellence de la démocratie actionnariale, la transparence de l'information (!), et la qualité de la communication*» dans le cadre de la 10^{ème} édition des Grands Prix du Gouvernement d'Entreprise décerné par l'AGEFI⁵. Les pratiques mafieuses feraient-elles partie de la "bonne gouvernance" de l'entreprise capitaliste ?

Il faut prendre la mesure du monstre engendré par la fusion en 2000 de Totalfina et d'Elf Aquitaine : avec 200 milliards d'euros de chiffre d'affaire (plus de 50 fois le budget du Cameroun) et 12 milliards d'euros de bénéfice en 2012⁶ la société Total est la première entreprise privée française, la dixième entreprise mondiale, elle est aussi la première capitalisation boursière de la zone Euro, elle emploie plus de 100.000 personnes dans le monde. La société Total est présente sur tous les continents, mais son domaine de prédilection est sans conteste l'Afrique, c'est là qu'elle exerce la plénitude de ses pouvoirs, face à des États faibles, pauvres, et dont, main dans la main avec l'État français, elle entretient soigneusement la corruption, car si les élites africaines sont largement corrompues, c'est bien qu'il existe des corrupteurs.

Prenons quelques exemples édifiants des pratiques courantes de Total. En juillet 2008, le président de la Cour Pénale Internationale, Luis Moreno-Ocampo, engage des poursuites contre le Président du **Soudan** Al Béchir pour génocide, crime contre l'humanité et crimes de guerre dans le cadre de la guerre civile qui déchire le pays. Impavide, la grande tour de verre de La Défense annonce simultanément la reprise des activités de Total au Soudan, suspendues depuis 1984. Comme toujours, la communication tourne à plein régime «*Notre présence doit clairement bénéficier aux populations qui sortent d'une longue guerre en contribuant à la pacification, au développement, aux droits de*

l'homme et à la démocratie» déclare J.-F. Lassalle, Directeur des relations extérieures. Pourtant, à ce moment, Total est la seule des grandes compagnies pétrolières mondiales à s'engager dans ce pays frappé de sanctions internationales. L'argent versé officiellement et officieusement au régime de Khartoum servira presque exclusivement à l'achat d'armements. Chez Total, on semble considérer que du sang dans le pétrole est un bon catalyseur⁷.

Si l'on souhaite relater les exploits de Total-Elf en Afrique on ne peut éviter d'évoquer le **Gabon**, l'un des pays les plus pauvres du monde (l'espérance de vie ne dépasse pas 55 ans) malgré d'importantes richesses minières. C'est le fief véritable de la compagnie. En 1957, le Gabon déclare son indépendance, mais le régime instauré par le Président Léon M'Ba, adoubé par la France qui s'est vu octroyer un véritable droit de pillage sur les richesses du pays, se révèle immédiatement dictatorial. En 1964 le chef de l'État est déposé par de jeunes officiers qui portent au pouvoir son rival Jean-Hilaire Aubanne. Mais on ne bafoue pas impunément la puissance française, et l'armée est envoyée pour rétablir M'Ba sur son trône. Simultanément, Foccart charge Robert Malouvier, membre éminent du contre-espionnage français, d'organiser une garde présidentielle largement financée par les caisses noires d'Elf. Foccart nomme aussi un sinistre trio chargé de faire régner l'ordre et la terreur sur le pays : Maurice Delaunay (qui a déjà montré son savoir-faire en dirigeant de 1956 à 1958 la terrible répression contre le mouvement de libération nationale, l'Union des Populations du Cameroun (UPC), sous les ordres du haut-commissaire de la République Pierre Messmer⁸) est nommé ambassadeur de France à Libreville ; Georges Conan, qualifié par l'encyclopédie en ligne Wikipedia de «*policier redoutable, spécialiste des interrogatoires musclés*», est chargé d'organiser une police politique qui développe notamment la délation entre Gabonais⁹ ; Georges Maïtrier (commandant de gendarmerie qui s'est déjà largement distingué en organisant l'assassinat par l'armée française du leader indépendantiste Um Nyobé au Cameroun en 1958 et celui du premier Président du Togo, Sylvanus Olympio, toujours par l'armée française en 1963¹⁰), prend en charge la gendarmerie Gabonaise.

À la mort de M'Ba, Omar Bongo prend le pouvoir (aujourd'hui détenu par son fils). L'ordre est rétabli, Elf peut œuvrer tout à son aise. Que le pillage commence ! Le 8 octobre 1998, l'Assemblée Nationale décide la constitution d'une «*Mission d'information sur le rôle des compagnies pétrolières*». Dans le cadre d'une audition, le journaliste d'investigation Pierre Péan déclare «*Le Gabon a été une excroissance de la*



- ● ● République Française dirigée conjointement par Jacques Foccart, le Parti gaulliste et Elf.

Terminons ce petit tour africain par les aventures de Total au **Nigéria**. Dans un billet publié le 11/12/2012, l'association *Survie* rapporte que l'ancien directeur de l'Agence nigériane anti-corruption (EFCC), Nuhu Ribadu, vient de dévoiler un rapport qui avait été classé sans suite lorsqu'il était en fonctions. Suivant ce document, pas moins de 43 milliards d'euros ont été soustraits à l'État nigérien entre 2005 et 2011 par *The Nigerian Liquefied Natural Gas*, Compagnie dont Shell, l'italien ENI et Total sont les principaux actionnaires. Nuhu Ribadu souligne que les procédures frauduleuses sont les mêmes qu'au Gabon : vol massif de pétrole, royalties non versées, utilisation de prix inférieurs à ceux du marché...

Pourtant, ce portrait de la compagnie Total serait incomplet si nous n'évoquions pas les activités de la société en **Birmanie** et sa collusion avec le régime militaire. Selon le journaliste d'investigation Francis Christophe «*Si une enquête judiciaire était diligentée sur l'action de Total en Birmanie, elle ne manquerait pas de faire apparaître que les dirigeants du pétrolier français ne sont pas à l'abri d'une mise en examen pour complicité de nettoyage ethnique, travail forcé et blanchiment d'argent de la drogue*»¹¹. De son côté, *Libération* note que Total a dû verser 5 millions de dollars de dommages et intérêts à des Birmans qui avaient été soumis à du travail forcé, afin d'éviter que le scandale ne s'ébruite trop¹². Mais la condamnation la plus sévère viendra de l'ONG américano-thaïlandaise *Earth Rights International* (ERI) : dans un article du 5/7/2010 intitulé «*Total accusé de complicité d'assassinat et de travail forcé en Birmanie*», *Libération* rend compte des conclusions du dernier rapport de l'ERI : depuis 1998, les membres dirigeants de la junte auraient touché pas moins de 4 milliards d'euros provenant de revenus pétroliers occultes. Les fonds auraient été versés dans deux banques de Singapour spécialistes des opérations douteuses : Overseas Chinese Banking Corporation (OCBC) et DBS Group.

Pas moins de 14 bataillons de l'armée Birmane sont stationnés à proximité des gisements pétroliers et des oléoducs. Le bataillon 282, officiellement chargé d'assurer la sécurité des personnels de Total, procède aussi, lorsque cela s'avère nécessaire, à l'élimination ciblée des éléments jugés dangereux et subversifs.

Pourtant, jamais à court d'initiatives, les services de communication de Total avaient commandé en 2003 à Bernard Kouchner un rapport destiné à disculper le groupe de toutes accusations malveillantes. Pour ce petit service le "French doctor" aurait alors touché une enveloppe de 25.000 euros¹³.

Signalons aussi le fait, étrange, que Francis Perrin, directeur de la revue professionnelle *Pétrole et gaz*, ait été pendant 4 ans (de 2008 à 2011) vice-président d'Amnesty International France. Étrange coïncidence, la grande association de défense des droits de l'homme a été singulièrement discrète sur les agissements de Total en Birmanie¹⁴... Une certaine ouverture se manifeste aujourd'hui en Birmanie, Aung San Suu Kiy a été libérée et élue députée. La prix Nobel de la paix, qui était auparavant extrêmement sévère à l'égard de Total, a déclaré le 14/6/2012 dans une conférence de presse à Genève, après une rencontre avec Christophe de Margerie, «*Total est un investisseur responsable*». Habileté politique ? Pragmatisme ? Corruption déjà ? Je n'ai pas le cœur à le dire. À nos lecteurs de juger.

Terminons ce portrait de Total, et, à travers lui, de l'industrie pétrolière mondiale, par un retour sur ce rapport de la «*Mission d'information sur le rôle des compagnies pétrolières*» créée par la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale en 1998. Bien sûr, le rapport a été placé dans un tiroir et il n'intéresse que les souris, mais sa lecture, même rapide, est édifiante¹⁵. Il suffit seulement de lister les têtes de chapitre :

- *Un respect aléatoire des normes éthiques par les compagnies pétrolières.*
- *Des conventions internationales peu efficaces.*
- *Absence de contrôles indépendants.*
- *Opacité des systèmes de prise de décisions.*
- *Le jeu trouble d'Elf.*
- *L'ombre d'Elf sur la tragédie congolaise.*

Dans leurs conclusions, les rapporteurs notent que «*l'industrie pétrolière n'offre pas l'exemple d'une activité s'ouvrant spontanément aux investigations*». Les rapporteurs évoquent «*les fausses pistes*», «*les traquenards intellectuels*», «*les inexactitudes*», «*les tentatives d'enlèvement*» auxquels ont dû faire face les enquêteurs.

Fermez le ban, tout est dit !

AREVA

Tournons-nous maintenant vers l'autre pieuvre, Areva, et prenons tout d'abord la mesure de la bête. Areva est une société de droit privé créée en 2001 par la fusion de la Cogema, de Framatome et de Technicatome, et détenue à plus de 80% par l'État français. En 2012, elle a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 9.342 millions d'euros. Elle intervient dans 45 pays dans le monde, mais ses activités minières, qui nous intéressent ici, se déroulent essentiellement en Afrique (deux mines au Niger et une en Namibie) et plus récemment au Kazakhstan (deux mines) où le Président Noursoultan Nazarbaïev se révèle un despote accueillant. Luc Oursel est le directeur d'Areva

depuis 2011, succédant à Anne Lauvergeon. Comme Total, la société déploie une intense communication, notamment à travers la Fondation Areva qui sponsorise de multiples activités sportives, culturelles, éducatives... Areva n'hésite pas à faire appel à des personnalités censées bénéficier d'une bonne image dans le public, ainsi Nicole Notat, ancienne patronne de la CFDT et qui dirige la société Vigéo se présentant comme «une agence indépendante de mesure de la responsabilité sociale des entreprises»... Surprise ! Vigéo compte la société Total parmi ses actionnaires, à qui elle a, comme par hasard, déjà décerné un «brevet éthique»¹⁶. Fondations caritatives, déclarations vertueuses, autant de manteaux destinés à camoufler l'inqualifiable des pratiques réelles....

Plus encore que le secteur pétrolier, la grande saga de l'industrie nucléaire française commence dans le sang. Comme nous l'avons déjà évoqué, dès la fin de la seconde guerre mondiale, les décideurs français cherchent fébrilement à fabriquer "la bombe". Et pour cela, il faut de l'uranium dont notre pays est dépourvu. En 1946, les prospecteurs pensent avoir découvert l'eldorado à Vinaninkaréna, dans la grande île de **Madagascar** que les Anglais viennent de restituer à la "France libre". Mais l'île connaît simultanément une poussée nationaliste qui l'incite à déclencher en 1947 une insurrection que le ministre (socialiste !) de la France d'outre-mer, Marius Moutet, donne l'ordre de réprimer «par tous les moyens», suivant les termes du télégramme expédié au haut-commissaire de la République. Le moins que l'on puisse dire est qu'il sera obéi au-delà de toute espérance. La répression est d'une rare férocité. Le nombre de victimes est officiellement de 11.342 morts, mais aujourd'hui les historiens l'estiment entre 45.000 et 90.000, toutes les archives n'étant pas accessibles, ce qui n'a rien d'étonnant. On ne peut manquer de signaler que fut inventée à cette occasion une méthode de répression, dont notre pays et l'humanité peuvent s'enorgueillir, et qui devait être appelée à un large succès : précipiter des prisonniers dans le vide depuis un avion devant les villageois rassemblés. Ce procédé sera repris durant la guerre d'Algérie, et séduira les dictateurs sud-américains...

Mais le grotesque de ce tragique épisode réside dans le fait que le site s'avèrera finalement décevant et sera rapidement abandonné¹⁷...

La prospection, tout azimut, se poursuit donc dans les colonies. Et ce n'est qu'en 1956 que le premier gisement de grande ampleur est découvert sur le site de Mounana au **Gabon**. Ce malheureux pays, riche en ressources, va alors être la proie de la voracité simultanée des deux vautours Total et Cogema-Areva dont

Luc Oursel sera d'ailleurs le directeur de la filiale locale (Comuf) en 1982-1983. Entre 1961 et 1999, date de la cessation d'activité, environ 27.000 tonnes de minerais ont été extraites, dans le cadre de contrats léonins, comme d'habitude. Selon les experts, il s'agit «du succès le plus remarquable de l'histoire minière uranifère française». Mais pour les populations locales, il s'agit d'un désastre social et écologique de grande ampleur : «l'ancienne ville minière est devenue une ville sinistrée, ravagée par le chômage, dont les habitants ont continué à vivre au contact direct des déchets chimiques et radioactifs déversés dans les sols, les eaux ou réutilisés pour la construction de leurs maisons»¹⁸.

De son côté, l'association *Sherpa* déclare «Après la fermeture de la mine, la réhabilitation du site s'est d'avantage apparentée à une dissémination, voire à une dissimulation des déchets qu'à leur confinement, les terrains d'extraction ayant été transformés en véritables poubelles géantes»¹⁹. Enfin, selon une étude diligentée par le Parlement européen en 2010, «les nouvelles explorations par Areva, qui envisage de reprendre l'exploitation dans le pays, laissent percevoir peu, voire aucun changement dans les mesures de sécurité adoptées»²⁰. Pourtant on ne peut pas manquer de signaler qu'en 2009 l'association *Sherpa*, financièrement exsangue, recevra 80.000 euros d'Areva sous le prétexte de «réaliser des études conjointes au Gabon et au Niger»²¹. Ceci est à rapprocher de l'infiltration, que nous avons déjà évoquée, d'Amnesty International par le lobby des compagnies pétrolières, et montre de façon saisissante comment des sociétés devenues toutes puissantes s'efforcent de neutraliser les derniers contre-pouvoirs.

Mais la vraie terre d'élection d'Areva se situe au Niger où elle exploite depuis 1970, sur le site d'Arlit, deux mines qui ont fourni jusqu'ici la majeure partie des besoins français en uranium. Des négociations sont actuellement en cours pour l'ouverture, en 2015, de la mine d'Imouraren qui pourrait s'avérer être le deuxième gisement mondial, après celui d'Olympic Dam en Australie. On épargnera au lecteur l'exposé détaillé des appétits qui s'aiguisent face à des enjeux d'une telle ampleur, le scénario étant similaire à celui que nous avons exposé pour le Gabon : ingérences néo-coloniales, négociations opaques, corruption et pressions de toutes sortes, contrats léonins. Sur ce dernier point l'association Oxfam estime que 13% seulement de la valeur de l'uranium extrait sur le site d'Arlit revient au Niger. Areva refuse de rendre public les conclusions d'un audit réalisé par l'Agence *Bearing Point*. Par contre nous nous concentrerons sur les conséquences pour le Niger de 40 ans d'ex-



Arlit, Niger, photo diffusée par Google.

exploitation du site d'Arlit. Le mépris pour la vie des populations autochtones est une constante des industries extractives en général, il n'est donc pas surprenant que le Niger subisse aujourd'hui une triple catastrophe : écologique, sanitaire, sociale.

Après avoir effectué ses propres mesures scientifiques et recueilli de nombreux témoignages, l'association Greenpeace déclare «*lentement mais sûrement, l'air, le sol, l'eau et les hommes sont empoisonnés, ne laissant au Niger rien d'autre qu'un désastre écologique dont les conséquences pèseront pendant plusieurs milliers d'années sur l'environnement et la santé des Nigériens*»²². Je crois qu'aucun d'entre nous ne réalise pleinement les conséquences de l'exploitation de grande ampleur de mines d'uranium à ciel ouvert : pour chaque kg d'uranium produit, 335 kg de déchets sont rejetés à l'air libre, et ils contiennent 70% à 80% de la radioactivité d'origine du minerai. À Arlit, on compte 35 millions de tonnes de déchets accumulés en 40 ans d'exploitation. Les procédés d'extraction et les montagnes de déchets produisent des poussières radioactives qui contaminent l'environnement, faisant courir de graves risques d'irradiation. La ville d'Arlit est parfois «*plongée dans une poussière suffocante...*» Il faut signaler de plus la présence de radon, gaz radioactif qui s'échappe des mines et qui, en se décomposant, produit des métaux lourds et polluants. Et noter aussi, bien évidemment, le haut degré de pollution des nappes phréatiques. Enfin la faune et la flore, abondantes avant le début de l'exploitation, ont largement disparu²³.

On n'ose pas imaginer le désastre qui se profile avec l'ouverture annoncée de la gigantesque mine à ciel ouvert d'Imouraren...

Pollutions diverses, pathologies liées à la radioactivité, Areva nie tout en bloc et se présente comme «*un partenaire industriel fidèle et un acteur social responsable*». Nombreux pourtant sont les salariés qui s'inquiètent de voir leurs camarades mourir prématurément de maux mystérieux. Par exemple, selon le CRIIRAD, le taux de mortalité lié à des problèmes respiratoires est deux fois plus élevé à

Arlit que dans le reste du pays. Areva a bien construit à Arlit deux hôpitaux ultra modernes qui dispensent des soins gratuits, ce qui n'est pas négligeable, mais le personnel médical est exclusivement composé de salariés d'Areva et il semble bien que la préoccupation principale soit d'empêcher que des liens soient établis entre les pathologies constatées et la radioactivité ambiante... Une des dernières combines consiste à attribuer au Sida nombre de maladies²⁴.

Il est très difficile à la population locale de réagir parce que Areva est, bien évidemment, le plus important employeur du secteur. Alors à Arlit, chacun se trouve placé devant un choix tragique : l'irradiation ou la misère... Comme dans de nombreux autres pays, riches en ressources naturelles et soumis à un pillage intensif, la population du Niger est extrêmement pauvre, l'avant-dernière sur l'échelle de l'Indice de Développement Humain de l'ONU.

*

Face à la tragédie qui vient d'être exposée l'indifférence des peuples riches du nord est presque totale. Les stratégies de communication de Total, d'Areva, et de l'ensemble des lobbies miniers, fonctionnent à la perfection : elles disent ce que nous souhaitons entendre, car elles s'adressent à des oreilles complaisantes, qui n'aspirent qu'à sauvegarder tranquillité, bien-être... et bonne conscience.

C'est par lâcheté que nous avons libéré des forces qui nous échappent. Car promouvoir des désirs infinis dans un monde fini relève de l'inconscience la plus totale. Sous un mince et fragile vernis d'humanité, le goût pour le meurtre et le pillage demeure profondément enraciné, et il se pourrait que, dans un futur bien plus proche que nous ne l'imaginons, la cupidité portée à son plus haut degré d'exacerbation vienne frapper à nos portes de privilégiés...

Bernard BLAVETTE

Références :

1. L'intégralité de ces documents est consultable sur les sites internet des deux sociétés.
2. Raphaël Granvaud, *Areva en Afrique*, p.26, éd. Agone/Survie, 2012.
3. éd. des Arènes, mai 2013.
4. Prudent, "Big Moustache" comme on le surnomme chez Total, déjeune régulièrement avec son avocat (*L'Express* du 1/4/2007).
5. Mentionné dans *Le journal des Actionnaires de Total* n°43 (automne 2013). L'AGEFI (Agence Economique et Financière) est un groupe de presse économique suisse.
6. Ces chiffres officiels sont, fort probablement, largement sous-évalués.
7. Voir sur ce point *France-Afrique, diplomatie*,

business et dictature p.23 , éd. Survie, mars 2009.

8. *Areva en Afrique*, p.44, Pour plus de détails sur cette guerre terrible qui a fait plusieurs dizaines de milliers de morts entre 1950 et 1960 voir notamment *Guerre française au Cameroun : la France toujours dans le déni*, par Alain Batchy sur le site de l'association Survie (4/11/2013).

9. *Areva en Afrique*, p. 45.

10. *Areva en Afrique*, p. 45. Sur l'assassinat d'Um Nyobé voir *Ruben Um Nyobé, un assassinat programmé*, par Jean Chatain dans *L'Humanité*, 22/3/2013.

Sur l'assassinat de Sylvanus Olympio voir *Qui a tué l'ancien président Sylvanus Olympio ?* par Christophe Boisbouvier, *Jeune Afrique*, 18/1/2013.

11. *Total : les dessous du chevalier blanc du pétrole*, par Francis Christophe, *Golias magazine* (1999). Cité dans *France-Afrique, diplomatie, business et dictature*, p.22.

12. *La diplomatie française en pleine hypocrisie*, par Christian Losson, *Libération* du 28/9/2007, cité dans *France-Afrique, diplomatie, business et dictature*, p.22.

13. Le rapport Kouchner est de notoriété publique, voir :

- dans *Libération* du 30/11/2005 : l'article de Philippe Grangereau *Travail forcé en Birmanie : Total paie;*
- dans *Le Monde* du 12/12/2003, l'article de Erich Iniyon *Travail forcé en Birmanie : Bernard Kouchner au coté de Total*;
- dans *Le Nouvel Observateur* du 27/9/2007, *Quand Bernard Kouchner travaillait pour Total;*
- ou encore : *Réaction de la FIDH au rapport de B. Kouchner* (sur la Birmanie) du 24/2/2005.

14. Apparemment Francis Perrin continue de donner des conférences sous l'égide d'Amnesty International comme le montre le site internet de l'organisation.

15. L'intégralité du rapport est facilement consultable sur le site de l'Assemblée Nationale.

16. *Areva en Afrique*, p. 225.

17. *Areva en Afrique*, p.32 à 35.

À signaler la transcription passionnante sur le site internet du Sénat, de la séance consacrée à la situation à Madagascar (24/7/1947).

18. *Areva en Afrique*, p. 237.

19. *Areva au Gabon, rapport d'enquête sur la situation des travailleurs de la Comuf, filiale du groupe Areva-Cogema, Sherpa* (4/4/2007). Sherpa est une association française visant à «protéger et défendre les populations victimes de crimes économiques».

20. *Utilisation de matériaux contaminés par la radioactivité pour la construction d'habitations à proximité des mines d'uranium au Gabon et au Niger*, par S. Veit et Srebotnjak, Parlement Européen (nov.2010).

21. Voir *Areva en Afrique*, p. 239 et *L'Expansion*, 5/1/2010, *Areva finance ses juges*.

22. *L'héritage radioactif d'Areva dans les villes du désert nigérien*, Greenpeace (2010).

23. Sur ces différents points, voir *Areva en Afrique* p. 160 à 171 et *Compte-rendu de mission à Arlit, Niger*, Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité (CRIIRAD), déc. 2003.

24. Sur la question sanitaire voir *Areva en Afrique* p. 173 à 179.

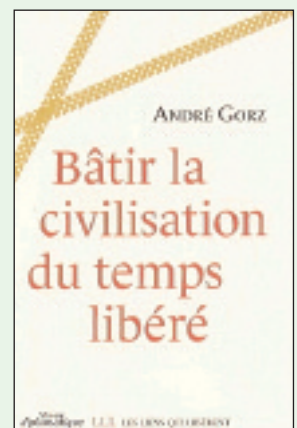
Lectures utiles pour comprendre (et faire comprendre) l'actualité :



édité par l'A.A.E.L.,
Toulouse,
190 pages,
12 euros.

Voilà un livre dont le titre dit bien son utilité. **Patrick Mignard** réussit là un tour de force : non seulement, dans un langage très simple, il fait tout comprendre de l'économie, depuis les moteurs de l'activité jusqu'aux mécanismes de la crise financière, en passant par l'extension du salariat, le rôle de l'État, etc., mais en plus, il a pris le parti de ne pas encombrer sa prose de références ou de citations. Et pas un seul chiffre : de quoi séduire ceux qui en ont peur. Ce qui ne l'empêche pas d'aller au fond des choses et de poser une foule de questions au lecteur, l'invitant à y réfléchir, mais tranquillement, tout seul. MLD

Le Monde Diplomatique a eu l'excellente idée de republier trois articles d'André Gorz, parus jadis dans ses colonnes. De quoi faire comprendre à tous ceux qui croient encore en la croissance pour retrouver le plein emploi qu'ils feraient mieux «de se demander comment faire pour qu'à l'avenir tout le monde puisse travailler beaucoup moins, beaucoup mieux, tout en recevant sa part des richesses socialement produites.» MLD



60 pages petit format, 5,8 euros

Tout libraire "normal" peut fournir ces deux livres.

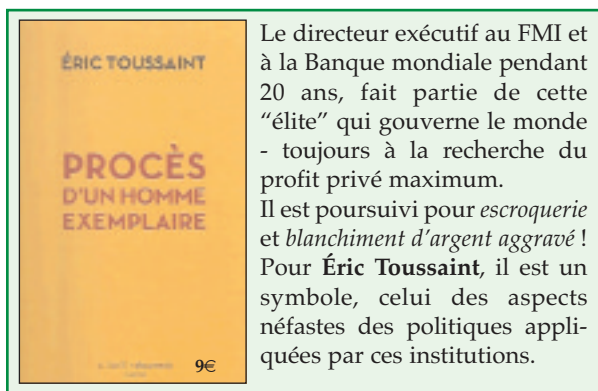
Le suivant n'est en vente qu'à la Boutique de l'Assemblée nationale, mais peut être lu intégralement sur le site <http://www.assemblee-nationale.fr/14/rap-info/i1423.asp>



Deux députés, N. Dupont-Aignan et A. Bocquet ont mené une enquête sur les paradis fiscaux... Ils en concluent qu'il est temps de passer de la parole aux actes.

À lire dans leur rapport le nombre d'enquêtes qui ont été faites, les témoignages recueillis et la clarté des conclusions (ex : la France, chaque année est délestée de 60 à 80 milliards d'euros dont la moitié du fait de fraudes à la TVA), on comprend l'indignation des auteurs devant l'inertie des gouvernements, ils estiment donc que la France (peut et) doit faire de la lutte contre la fraude fiscale une grande cause nationale. Seront-ils suivis ? MLD

Voici deux brochures (de petit format et d'une centaine de pages), récemment publiées par le CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde, 345 av. de l'observatoire, 4000 Liège, Belgique) qui permettent de porter la réflexion au delà de l'hexagone :



Le directeur exécutif au FMI et à la Banque mondiale pendant 20 ans, fait partie de cette "élite" qui gouverne le monde - toujours à la recherche du profit privé maximum. Il est poursuivi pour *escroquerie* et *blanchiment d'argent aggravé* ! Pour **Éric Toussaint**, il est un symbole, celui des aspects néfastes des politiques appliquées par ces institutions.

Renaud Duterme montre comment le Rwanda a été intégré de force, depuis l'époque coloniale, au système économique aujourd'hui mondial et quelles sont les responsabilités de puissances étrangères (soutien à une dictature, politiques antisociales, commerce des armes, ponctions dans le budget national par le biais de la dette) dans l'effondrement du Rwanda et le génocide.



Et, à ne pas manquer :

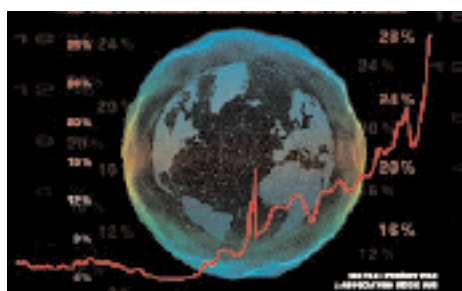
la projection du film-documentaire de **Nicolas Ubelman** et **Sophie Mitrani**, souvent suivie, dans les semaines à venir, d'un débat avec le public :

LA DETTE



- à **Limoges** (87)
le 9 janvier,
cinéma *Le Lido*
suivi d'un débat avec le CAC* 87
- à **Vénissieux** (69)
le 9 janvier, 20:30
au cinéma *Gérard Philipe*
ciné-débat
- à **Angers** (49)
le 13 janvier, 20:15
au cinéma *Les 400 coups*
ciné-débat avec le réalisateur
- à **Alençon** (61)
le 14 janvier
cinéma *4 Normandy*
ciné-débat avec le réalisateur
- à **Paris 12**
le 16 janvier, 20:00
Café de la Commune
+ débat avec Attac
- à **Dinard** (35)
le 17 janvier
EMERAUDE cinéma
+ débat avec Attac pays maloin
- à **Carbonne** (31)
le 29 janvier
- à **Redon** (35)
le 13 février
au *cinémanivel*
- à **Rennes**
le 19 février
au cinéma *l'Arvor*

*CAC = Comité pour un Audit de la Dette



SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

P. Beau 7 – R. Bigot 17 – C. Bobiller 7 – G. Chauvin 7 – Mme Colline 47 – M. Decker 72,2 – M. Deru 20 – M. Doubre 12 – R. Guérin 17 – G. L'Hôte 22,85 – J. Legros 17 – J. Llas 7 – G. Parvillers 27 – A. Richard 77 – A. Rodier 17 – R. Terrier 27. Total 401,05 euros . **Merci à tous !**

Merci à tous ces souscripteurs, car c'est leur aide qui nous permet de poursuivre la publication du journal. Grâce à elle, nous avons réussi à maintenir l'abonnement au même prix pendant neuf ans, depuis janvier 2005, sans la moindre subvention, sans aucune publicité. Qui dit mieux ?

Merci à ces amis de nous aider ainsi à tenir le coup, malgré les faits que la coopérative, si sympathique, qui imprimait le journal depuis plusieurs années a fait faillite l'été dernier, que celle qui nous imprime depuis nous demande plus cher, que les tarifs de la poste pour les périodiques viennent d'augmenter, et que TOUS les journaux imprimés voient chuter le nombre de leurs lecteurs.

Et merci à tous nos abonnés de nous éviter des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous prenons soin de l'indiquer sur l'étiquette à leur nom collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons en rouge, mais nous poursuivons l'abonnement encore plusieurs mois. Après seulement, nous envoyons une lettre de rappel. Sans réponse à cette lettre, nous espérons encore quelque temps avant de résilier, à contre-cœur, l'abonnement !

En ce début d'une année qui s'annonce difficile, nous ne saurions trop vous suggérer de faire le plus possible découvrir La Grande Relève à vos proches, d'abord pour les aider à réfléchir et débattre avec eux, et puis pour les inciter à s'abonner et aider ainsi à augmenter le nombre de lecteurs.

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France (régime intérieur pour la Poste. . . .23 euros.
soutien : +14 euros par an par exemplaire en plus chaque mois)

DOM25,45 euros.

TOM29 euros.

Extérieur, suivant les zones de la Poste. Au 1/1/2005 :

Zone 1 (Allemagne, Italie, Bénélux)27,80 euros.

Zone 2 (Espagne, Royaume-Uni, Suisse) . .27,15 euros.

Zone 3 (Canada, États-Unis)28 euros.

Zone 4 (Autre Europe, Afrique, P-, M-Orient) .27,50 euros.

Zone 5 (Amérique du Sud)29,90 euros.

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**
88 Bd Carnot 78110 Le Vésinet France
par chèque bancaire,

ou par CCP : N° de compte 1340239M020
références internationales depuis octobre 2007:

IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016

BIC : PSSTFRPPPAR

JE M'ABONNE À EXEMPLAIRE(S) DE LA GRANDE RELÈVE À PARTIR DU N°

VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE, SELON LES NORMES IMPOSÉES PAR LA POSTE :

PRÉNOM, NOM
IMMEUBLE
N° ET VOIE

.....
.....
.....

CODE POSTAL ET COMMUNE

.....

Je commande les ouvrages suivants :

.....

.....

J'envoie pour cela la somme de euros

par chèque

date

signature



CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse pas la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise (comme un ticket de transport), et elle laisse au consommateur la liberté de ses choix.

Masse monétaire et production, créées et détruites au même rythme, sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent.

C'est alors aux citoyens de décider, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des trois parts à faire dans la masse monétaire :

- pour financer la production,
- pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus),
- pour verser à chacun un revenu garanti qui leur permette de vivre libre.

Les décisions prises n'ayant ainsi plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prime enfin sur l'intérêt particulier, la démocratie devient réalité.

SUGGESTIONS DE LECTURES

• JACQUES DUBOIN

Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

• ET SI ON CHANGEAIT ?

Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (3 euros).

• LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive pour montrer ce qu'elle apporte à la société (16,70 13 euros).



• MAIS OÙ VA L'ARGENT ?

L'étude, par M-L DUBOIN, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer vers un système économique plus humain (édition du Sextant, 240 pages, 14,90 13 euros).



• D'anciens numéros sont disponibles (1 euro)

• Des textes, épuisés sur papier, sont téléchargeables sur notre site internet. Par exemple :

• UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

le texte d'une conférence d'ANDRÉ PRIME.

Tous les prix indiqués sont franco de port.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme : Anne-Laure WITSCHGER.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Nouveau site internet : <http://www.economiedistributive.fr>



(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)